



mardi 20 septembre 2016

Les grands titres:

- Le chef de l'ONU appelle les dirigeants du monde à être au service de leurs peuples
- Le Président de l'Assemblée générale encourage les Etats à accélérer la mise en œuvre des ODD
- Le Tchad appelle la communauté internationale à appuyer l'Union africaine dans la lutte contre le terrorisme
- La France appelle à agir en faveur du climat, de l'Afrique et de la Syrie
- Les Etats-Unis appellent à résister aux chimères du repli sur soi et à améliorer le système économique mondial
- La Turquie réclame davantage de soutien de l'Union européenne pour aider les réfugiés syriens
- Le Brésil dénonce le retour de la xénophobie et de la démagogie dans de nombreux pays
- Trois mois après le Brexit, le Royaume-Uni réaffirme son attachement à l'action collective
- Le Nigéria affirme sa détermination à combattre la corruption, le terrorisme et les changements climatiques
- L'Afrique du Sud plaide pour l'industrialisation de l'Afrique, clé du développement
- L'ONU plaide pour un rôle accru des chefs religieux pour prévenir les atrocités
- Syrie : l'ONU suspend ses opérations après une attaque meurtrière contre un convoi humanitaire
- L'ONU célèbre le premier anniversaire de l'adoption des Objectifs de développement durable
- Violences en RDC : l'ONU demande une enquête crédible et impartiale sur les violations de droits de l'homme
- Burundi : une enquête de l'ONU réclame une action forte au vu des violations graves, généralisées et systémiques
- Objectifs de développement durable : l'ONU choisit 17 jeunes leaders pour mobiliser la jeunesse
- L'agence ONU-Femmes plaide pour l'égalité des sexes dans les universités
- Ban Ki-moon appelle à faire plus pour la réinstallation des réfugiés

Le chef de l'ONU appelle les dirigeants du monde à être au service de leurs peuples



Secrétaire général Ban Ki-moon à l'ouverture du débat général de la 71ème session de l'Assemblée générale. Photo ONU/Cia Pak

20 septembre - A l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé mardi les dirigeants du monde à être au service de leurs peuples et à respecter les droits de l'homme, et à ne pas chercher à rester au pouvoir par tous les moyens.

Alors qu'il s'apprête à quitter ses fonctions après dix ans passés à la tête de l'organisation internationale, M. Ban a dressé un tableau « profondément préoccupant » de l'état du monde.

« Des fossés de méfiance séparent de nombreux citoyens de leurs dirigeants, des extrémistes poussent les opinions dans deux camps opposés, la Terre nous agresse avec la montée des océans, des records de chaleur et des tempêtes, et le danger caractérise la vie de nombreux habitants », a-t-il déploré dans son dernier discours au débat général annuel de l'Assemblée générale de l'ONU.



« Cent trente millions de personnes ont besoin d'une assistance salvatrice, dont des dizaines de millions sont des enfants et des jeunes, c'est-à-dire que la prochaine génération est déjà menacée », a-t-il souligné.

« Et pourtant, après dix ans dans mes fonctions, je suis plus convaincu que jamais que nous avons le pouvoir de mettre fin aux guerres, à la pauvreté et aux persécutions. Nous avons les moyens d'éviter les conflits. Nous avons le potentiel de combler le fossé entre riches et pauvres, et d'assurer que les droits de l'homme soient une réalité dans la vie des gens », a-t-il affirmé.

A cet égard, M. Ban a rappelé qu'avec les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 adoptés l'an dernier par les Etats membres des Nations Unies, le monde détenait « un manifeste pour un avenir meilleur » et qu'avec l'Accord de Paris sur le climat conclu en décembre 2015, l'humanité « s'attaquait au principal défi de notre temps ».

Le Secrétaire général a saisi l'occasion pour prier instamment les dirigeants du monde à ratifier et ainsi faire entrer en vigueur l'Accord de Paris avant la fin de l'année. « Il n'y a pas de temps à perdre (...) nous avons besoin d'une ratification par 26 pays supplémentaires, représentant seulement 15% des émissions mondiales de gaz à effet de serre », a-t-il lancé.

Mais ces progrès, a regretté M. Ban, sont menacés par la persistance des conflits armés, qui deviennent « de plus en plus prolongés et complexes ». Désignant le conflit syrien comme le plus meurtrier et le plus générateur d'instabilité, il a réaffirmé qu'il ne pouvait y avoir de solution militaire. « De nombreux groupes ont tué de nombreuses personnes innocentes, mais aucun ne l'a fait autant que le gouvernement syrien, qui continue de larguer des barils d'explosifs sur des zones urbaines et de torturer systématiquement des milliers de prisonniers ».

« De puissants Etats-clients qui continuent à alimenter la machine de guerre ont également du sang sur les mains. Présents dans cette salle aujourd'hui, se trouvent les représentants de gouvernements qui ont ignoré, facilité, financé, participé à ou même planifié et perpétré les atrocités commises par toutes les parties au conflit syrien contre les civils », a poursuivi M. Ban qui a vivement condamné l'attaque « répugnante, sauvage et apparemment délibérée » commise lundi contre un convoi humanitaire de l'ONU et du Croissant-Rouge syrien.

« Il est essentiel que les responsables de tels crimes soient amenés à rendre des comptes », a-t-il affirmé, tout en appelant « tous ceux qui ont de l'influence à mettre fin au conflit et à faire démarrer des pourparlers » de paix. « Une transition politique est nécessaire depuis longtemps. Après tant de violence et de mauvaise gouvernance, l'avenir de la Syrie ne devrait pas dépendre du sort d'un seul homme », a affirmé M. Ban, dans une claire allusion au Président syrien Bachar al-Assad.

Le Secrétaire général a également déploré que le dossier israélo-palestinien soit dans l'impasse. « En tant qu'ami à la fois du peuple israélien et du peuple palestinien, cela me fait de la peine de voir que la dernière décennie a été perdue pour la paix », a-t-il dit, appelant de nouveau à ranimer les négociations en vue d'une solution à deux Etats.

Par ailleurs, il a exhorté les dirigeants de la Corée du Nord, qui viennent de procéder à un cinquième essai nucléaire, à cesser de « menacer la sécurité régionale et internationale » et a accusé les leaders du Soudan du Sud, où sévit une guerre civile, d'avoir « trahi leur peuple ».

« Dans trop de lieux, nous voyons des dirigeants qui réécrivent des constitutions, qui manipulent des élections ou qui prennent d'autres mesures désespérées pour s'accrocher au pouvoir », a dénoncé M. Ban. « Ils doivent comprendre qu'occuper des fonctions officielles « résulte de la confiance, accordée par le peuple, et ne constitue pas une propriété personnelle ».

« Mon message à tous est : servez votre peuple, ne subvertissez pas la démocratie, ne pillez pas les ressources de votre pays, n'emprisonnez pas et ne torturez pas vos détracteurs », a-t-il conclu.

Le Président de l'Assemblée générale encourage les Etats à accélérer la mise en œuvre des ODD



Président de l'Assemblée générale, Peter Thomson, à l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale. Photo ONU/Cia Pak

20 septembre - Lors de l'ouverture du débat général de la 71ème session de l'Assemblée générale, son Président, Peter Thomson, a souligné que le monde est encore loin de là où il devrait être en termes de mise en œuvre des Objectifs du développement durable (ODD) et il a appelé les 193 Etats membres de l'ONU à se mobiliser pour en faire une réalité.

« Considéré dans son ensemble, il est clair que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne produit pas encore les résultats dont notre monde a désespérément besoin », a déclaré mardi M. Thomson évoquant la persistance de conflits, la crise mondiale des réfugiés, les écarts entre riches et pauvres ainsi que les dommages causés à l'environnement. « Nous devons faire mieux pour accélérer la mise en œuvre des ODD », a-t-il souligné.

Pour le Président de l'Assemblée générale, les Etats membres doivent sensibiliser les jeunes aux ODD en faisant en sorte qu'ils soient enseignés dans chaque salle de classe à travers le monde, car « pour que la transformation nécessaire se produise, il faut d'abord qu'elle prenne racine dans nos esprits et dans nos valeurs. Ce sont nos enfants qui seront les héritiers des résultats du Programme à l'horizon 2030 ».

M. Thomson a également demandé aux Etats membres de consacrer plus de ressources publiques à la réalisation des ODD, soit directement par les finances nationales, soit par l'aide publique au développement. Il les a également exhortés à créer de meilleurs environnements réglementaires et à exiger que le système financier international s'assure que le financement soit de plus en plus axé sur l'investissement productif, vert et socialement responsable.

« Au cours de la 71e session, je me suis engagé à une poussée universelle pour la mise en œuvre de l'ensemble des 17 ODD », a souligné M. Thomson qui a également réclamé un appui aux communautés et aux pays pauvres et marginalisés afin qu'ils disposent d'un meilleur accès à la science, aux technologies et à l'innovation, aux opportunités commerciales et à des solutions de dette plus durables.

« Nous pouvons et nous devons mieux travailler sur le maintien de la paix, sur la prévention et la réponse aux conflits, et sur la gestion de la crise mondiale humanitaire et des réfugiés », a dit le Président de l'Assemblée générale pour qui l'action collective des États membres doit être mise en avant.

« Des partenariats stratégiques et inclusifs doivent être forgés pour relever les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés - du changement climatique aux conflits, de l'extrémisme violent et du terrorisme aux maladies contagieuses qui menacent notre espèce », a-t-il ajouté.

Le Tchad appelle la communauté internationale à appuyer l'Union africaine dans la lutte contre le terrorisme



Président du Tchad, Idriss Déby Itno, devant l'Assemblée générale. Photo ONU/Cia Pak

20 septembre - Le Président du Tchad, Idriss Déby Itno, a appelé mardi la communauté internationale à appuyer l'Union africaine (UA) et ses Etats membres dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme, qu'il a qualifié de « menace du siècle », dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU.

« Je lance un appel du haut de cette tribune à tous les Etats membres des Nations Unies, en particulier aux partenaires de l'Afrique, pour qu'ils apportent leurs contributions au Fonds africain de lutte contre le terrorisme créé en juillet dernier par le Sommet de l'Union africaine à Kigali, au Rwanda », a déclaré M. Déby.

« La Somalie, la Libye, le Mali, le bassin du lac Tchad, le Sahel dans son ensemble, sont gravement déstabilisés et le péril cherche à s'étendre sur l'ensemble du continent », a averti le chef de l'Etat tchadien, qui assure la présidence tournante de l'UA.

Celle-ci et ses Etats membres « sont fortement mobilisés et engagés dans la lutte contre ce mal absolu, malgré la modestie de leurs moyens », a affirmé M. Déby. Il a cité le déploiement de l'AMISOM en Somalie depuis 2004, la création de la Force mixte multinationale par les Etats du bassin du lac Tchad et le Bénin pour combattre le groupe terroriste Boko Haram et l'institution du Groupe G5-Sahel servant de cadre de coopération en matière de sécurité et de lutte contre les menaces transfrontalières aux pays du Sahel.

« Cet élan de mobilisation devrait être renforcé et appuyé par l'ensemble de la communauté internationale sous toutes les formes : matérielle, financière, militaire et par le partage des renseignements », a-t-il dit.

Exaltant la coopération entre l'UA et l'ONU, le président tchadien a rappelé que l'UA a adopté, lors de son dernier Sommet, une décision visant à assurer 25% du coût des opérations de maintien de la paix autorisées par le Conseil de sécurité sur le continent africain. « Elle espère obtenir les 75% restants des Nations Unies, sur son budget de maintien de la paix, dans un esprit de division du travail et de partage des charges », a-t-il dit.

« L'UA attend donc avec impatience l'ouverture de discussions fructueuses avec l'ONU sur cette proposition, afin de parvenir à un accord qui puisse renforcer davantage le partenariat exemplaire entre l'Union africaine et les Nations Unies, dans l'intérêt de la paix et de la protection des civils en temps de crise », a-t-il ajouté.

La France appelle à agir en faveur du climat, de l'Afrique et de la Syrie



Président français, François Hollande, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Kim Haughton

20 septembre - Au premier jour du débat général de l'Assemblée générale de l'ONU, le Président de la France, François Hollande, a lancé trois appels en faveur de l'Accord de Paris sur le changement climatique, du continent africain et de la Syrie.

M. Hollande a appelé tous les pays à mettre en œuvre le plus vite possible « l'Accord historique de Paris » sur le changement climatique adopté l'an dernier et à accélérer leur processus de ratification afin que tout soit conclu avant la fin de l'année.

« Il n'y a pas de temps à perdre », a-t-il déclaré rappelant que l'accord, signé par 175 pays, n'entrera en vigueur que s'il est ratifié par au moins 55 Etats représentant 55% des émissions de gaz à effet de serre. « La COP21 a été la conférence des décisions. La COP22 et Marrakech sera celle des solutions », a-t-il dit.

Devant l'Assemblée générale, le Président français a également lancé un appel pour l'Afrique qu'il a qualifié de « grand continent plein de promesses qui est menacé par le réchauffement, les migrations, les conflits et le terrorisme ».

Il a proposé un « Agenda 2020 pour l'Afrique » qui doit permettre à tous les Africains d'accéder à l'électricité rappelant que deux tiers des habitants du continent en sont privés. « L'enjeu, c'est de répondre aux besoins de 15% de la population mondiale, permettre aux pays africains de bénéficier d'un potentiel immense et de réduire les migrations », a-t-il précisé.

Le chef de l'Etat français a également rappelé que l'Afrique ne pourra se développer si sa sécurité n'est pas garantie. « Au Mali, la décision que j'ai prise en janvier 2013 avec nos alliés africains a évité que les organisations terroristes ne prennent le contrôle d'un Etat tout entier. C'est la stabilité de l'ensemble de la région qui était en jeu », a-t-il expliqué.

M. Hollande a indiqué que la menace actuelle est constituée principalement par Boko Haram et des organisations liées à Al Qaida ou à Daech et que face à ce fléau, les pays de l'Afrique de l'Ouest, du Sahel et du Lac Tchad peuvent compter sur la France.

« Nous sommes à leurs côtés, nous les formons, nous les entraînon, nous leur donnons un appui dans tous les domaines, dont celui, essentiel, du renseignement. Nous les soutenons dans leur combat contre le terrorisme » a-t-il déclaré donnant pour exemple le soutien apporté à la force multinationale mixte mise en place par le Nigéria, le Tchad, le Niger, le Bénin et le Cameroun. « Ces actions, nous devons les amplifier avec les Nations Unies et l'Union africaine mais la sécurité des Africains doit venir des Etats africains eux-mêmes », a-t-il précisé.

Le Président français a aussi appelé à agir en Syrie où le conflit a fait 400.000 morts. « La tragédie syrienne sera, devant l'Histoire, la honte de cette Assemblée si nous n'y mettons pas fin maintenant », a-t-il ajouté.

Pour M. Hollande, le régime syrien est coupable de son échec et ses soutiens étrangers doivent le forcer à la paix, « sinon ils porteront avec lui la responsabilité de la partition et du chaos ».

« Le Conseil de sécurité ne doit pas devenir le théâtre d'un jeu de dupes ou ceux qui l'ont empêché d'agir depuis cinq ans prétendent aujourd'hui l'utiliser pour soutenir le régime », a déclaré le Président français qui a énoncé les quatre exigences de son pays : imposer le cessez-le-feu, exiger l'acheminement immédiat et sans conditions de l'aide humanitaire vers Alep et les autres villes syriennes, permettre la reprise des négociations politiques selon les principes de la transition actés dès 2012, et dénoncer et sanctionner le recours aux armes chimiques.

Les Etats-Unis appellent à résister aux chimères du repli sur soi et à améliorer le système économique mondial



Président américain Barack Obama devant l'Assemblée générale des Nations Unies.
Photo ONU/Cia Pak

20 septembre - Le Président des Etats-Unis, Barack Obama, a appelé mardi la communauté internationale à résister à la tentation du repli sur soi et du sectarisme et à coopérer au contraire sur la voie du progrès économique rendu possible par le système libéral, tout en y apportant des correctifs pour gommer les inégalités.

« Nous sommes tous confrontés à un choix », a-t-il dit dans son dernier discours en tant que Président devant l'Assemblée générale des Nations Unies. « Nous pouvons choisir d'aller de l'avant avec un meilleur modèle de coopération et d'intégration. Ou nous pouvons nous replier, dans un monde profondément divisé et au bout du compte en conflit, sur de vieilles notions de nation, de tribu, de race et de religion », a-t-il ajouté.

Evouant le fondamentalisme religieux, le nationalisme agressif et les diverses formes de populisme qui s'expriment actuellement dans le monde, M. Obama a souligné : « Nous ne pouvons pas ignorer ces points de vue. Ils sont puissants. Ils reflètent le mécontentement qu'éprouvent trop de nos citoyens ». Mais il a affirmé que le remède ne consiste pas en un repli sur de vieux schémas. « Aujourd'hui, une nation entourée de murs ne ferait que s'emprisonner elle-même », a-t-il dit.

« Nous devons aller de l'avant et non pas reculer. (...) Quoique imparfaits, les principes du libre marché et de la gouvernance responsable, de la démocratie, des droits de l'homme et du droit international que nous avons forgés demeurent les fondements les plus solides du progrès humain », a-t-il dit.

« Nous devrions travailler ensemble pour faire en sorte que les avantages de la mondialisation soient largement partagés (...), que l'économie mondiale fonctionne mieux pour tout le monde, et pas seulement pour ceux qui sont au sommet de l'échelle », a-t-il ajouté.

Dans un large examen de la situation du monde, le Président américain a déploré les conflits religieux qui secouent le Proche-Orient, « l'ingérence de la Russie dans les affaires de ses voisins » et les querelles entre la Chine et d'autres pays d'Asie en mer de Chine. Il a réaffirmé sa conviction que certains problèmes ne peuvent être résolus par des interventions extérieures. « Dans un endroit comme la Syrie, où il ne peut y avoir de solution militaire, nous allons devoir continuer sur la voie ardue de la diplomatie », a-t-il dit.

M. Obama a rappelé les engagements qu'il avait pris lors de son premier discours devant l'Assemblée générale de l'ONU il y a sept ans. Il avait alors promis de prendre ses distances avec l'approche unilatéraliste de son prédécesseur, George W. Bush, et avait présenté un plan d'action ambitieux en vue « d'une nouvelle ère de dialogue basé sur l'intérêt mutuel et le respect

mutuel ». Ce plan reposait sur quatre piliers : débarrasser le monde des armes nucléaires, s'attaquer aux changements climatiques, négocier la paix entre Israéliens et Palestiniens et corriger les inégalités économiques croissantes dans le monde.

Il a revendiqué des progrès sur deux de ces fronts, mentionnant l'accord nucléaire obtenu entre la communauté internationale et l'Iran et l'Accord de Paris sur le climat conclu en décembre dernier.

Mais il a reconnu avoir eu moins de succès sur les deux autres piliers de son programme : Israël et les Palestiniens ne se sont pas rapprochés d'une solution à deux Etats et les inégalités économiques dans le monde n'ont pas été comblées.

La Turquie réclame davantage de soutien de l'Union européenne pour aider les réfugiés syriens



Président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan, s'exprimant lors du débat général de la 71^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU. Photo ONU/Cia Pak

20 septembre - Lors d'un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan, a réclamé mardi davantage de soutien de la part de l'Union européenne pour aider les 3 millions de Syriens qui ont trouvé refuge sur le territoire turc.

« Dans notre pays, nous accueillons près de 3 millions de Syriens qui ont été obligés de quitter leur patrie. Je constate que la communauté internationale ne fait qu'écouter ces chiffres avec indifférence et sans réaction depuis longtemps. Pourtant chaque chiffre correspond à un être humain », a dit M. Erdogan à l'adresse des autres Etats membres.

Le Président turc a souligné que son pays avait dépensé près de 25 milliards de dollars pour ces réfugiés syriens, dont 12 milliards de dollars pour protéger les camps. Selon lui, « la contribution de la communauté internationale s'est limitée à 512 millions de dollars ».

Il a interpellé en particulier les pays de l'Union européenne : « Si nous ne pouvons pas trouver une solution rapide aux problèmes des réfugiés syriens en matière d'éducation, d'emploi et de logement, nous ne pouvons pas empêcher la migration clandestine, les problèmes sociaux et les risques sécuritaires ».

« Nous ne pouvons pas perdre davantage de temps à mettre fin au conflit, au terrorisme et aux persécutions qui sont la source du problème en Syrie et à mettre en marche le processus politique de réinstallation », a-t-il ajouté.

M. Erdogan a estimé que « la Turquie a rempli avec succès ses engagements dans le cadre de son accord avec l'Union européenne » concernant les réfugiés et les migrants tentant la traversée de la mer Méditerranée depuis la Turquie vers la Grèce.

Il a toutefois regretté que « les promesses faites par l'Union européenne dans l'accord du 18 mars 2016 ont été pratiquement oubliées et que des fausses excuses sont tout le temps présentées ».

Par ailleurs, le Président turc a ajouté que son pays accordait la plus grande importance à la protection de l'intégrité territoriale et de l'unité politique de la Syrie.

« Comme vous le savez, pendant longtemps, j'ai réclamé l'établissement d'une zone tampon le long de la frontière avec la Syrie », a-t-il souligné. « Malheureusement, nous n'avons pas pu obtenir le soutien nécessaire à cet appel ».

Selon lui, l'objectif de l'opération lancée fin août par la Turquie est de faire de cette zone tampon une réalité. « La population de Jarabulus, que nous avons sauvé des organisations terroristes, a commencé à retourner chez elle en sécurité et en paix », s'est-il félicité en référence à la ville du nord de la Syrie reprise à l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL, aussi appelé Daech).

Le Brésil dénonce le retour de la xénophobie et de la démagogie dans de nombreux pays



Président du Brésil, Michel Temer, s'exprimant au débat général de la 71ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

20 septembre - Dans un discours à l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président du Brésil, Michel Temer, a dénoncé mardi le retour de la xénophobie et de la démagogie dans de nombreux pays.

« Le monde d'aujourd'hui est marqué par l'incertitude et l'instabilité. Le système international connaît un déficit d'ordre. La réalité a évolué plus vite que notre capacité collective à y faire face. Des conflits régionaux à l'intégrisme violent, nous faisons face à des menaces, à la fois anciennes et nouvelles, que nous n'avons pas su contenir. Face à la tragédie des réfugiés ou à la résurgence du terrorisme, nous ne pouvons pas éviter un sentiment de perplexité », a déclaré M. Temer.

« La vulnérabilité sociale de beaucoup, dans de nombreux pays, est exploitée par des discours de peur et d'isolement. La xénophobie est de retour. Les formes extrêmes du nationalisme gagnent du terrain. Sur tous les continents, diverses manifestations de démagogie posent des risques graves », a-t-il ajouté.

« Le Brésil est né du travail des immigrants, d'hommes et de femmes de tous les continents. Nous rejetons énergiquement toutes les formes de racisme, de xénophobie et d'autres expressions d'intolérance », a-t-il encore dit.

Selon le Président brésilien, même dans le domaine de l'économie, le monde manque de régulations pour atténuer les effets de la mondialisation, ce qui pousse beaucoup de pays à avoir recours au protectionnisme.

Face à ce contexte, Michel Temer a appelé le monde à « ne pas reculer » et à travailler ensemble pour le transformer grâce à une diplomatie « équilibrée, mais ferme, sobre mais déterminée, une diplomatie avec les deux pieds sur terre, mais avec une soif de changement ».

« Nous voulons un monde où le droit l'emporte sur la force. Nous voulons des règles qui reflètent la diversité du concert des nations. Nous voulons une ONU qui donne des résultats et est en mesure de faire face aux grands défis de notre temps », a-t-il ajouté.

Le Président brésilien a indiqué que son pays allait déposer mercredi son instrument de ratification de l'Accord de Paris sur le changement climatique. « En tant que pays avec la plus grande biodiversité au monde (...), le Brésil est une puissance de l'environnement avec un engagement sans compromis envers l'environnement », a-t-il dit.

Trois mois après le Brexit, le Royaume-Uni réaffirme son attachement à l'action collective



Premier ministre britannique, Theresa May, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

20 septembre - Le Premier ministre britannique, Theresa May, a affirmé mardi l'attachement du Royaume-Uni à l'action collective de la communauté internationale pour faire face aux défis du moment, notamment au terrorisme, aux changements climatiques et aux migrations de masse.

Dans son premier discours devant l'Assemblée générale de l'ONU quelques mois après la décision britannique de sortir de l'Union européenne (UE), Mme May a affirmé que le Royaume-Uni serait pour l'ONU « un partenaire international confiant, fort et sûr, fidèle aux valeurs universelles que nous partageons ».

Cherchant apparemment à dissiper toute impression d'une volonté d'isolationnisme qui aurait pu être créée par le « Brexit » (la sortie de l'UE), elle a énuméré six domaines dans lesquels son pays continuerait d'agir comme avant : consacrer 0,7% de

son PNB au développement, promouvoir les droits des femmes et des filles, être un membre fidèle et permanent du Conseil de sécurité et honorer ses responsabilités au sein de l'OTAN, défendre le système international basé sur le droit international, jouer son rôle dans la lutte contre les changements climatiques, notamment en ratifiant l'Accord de Paris sur le climat avant la fin de l'année, et renforcer les partenariats de l'ONU avec le Commonwealth et l'OTAN.

Depuis la fondation des Nations Unies il y a 71 ans, « le Royaume-Uni a toujours été un partenaire mondial tourné vers l'extérieur, se plaçant au cœur des efforts internationaux pour assurer la paix et la prospérité pour tous nos peuples. Et c'est ainsi que nous allons continuer. Car quand le peuple britannique a voté en faveur de sa sortie de l'UE, il n'a pas voté pour se replier sur lui-même ou pour s'éloigner de ses partenaires dans le monde », a déclaré Mme May.

« Confrontés à des défis comme la migration, désirant un plus grand contrôle sur leur propre pays et éprouvant le sentiment croissant que la mondialisation laissait de côté les travailleurs », les électeurs britanniques, a-t-elle dit, ont « exigé des politiques qui soient plus en phase avec leurs préoccupations, et des actes audacieux pour les mettre en oeuvre. »

« Mais ces actes doivent être plus internationaux, et non pas moins (...) Ce n'est donc pas le moment de nous détourner de notre ONU, mais plutôt de nous tourner vers elle », a conclu Mme May.

Le Nigéria affirme sa détermination à combattre la corruption, le terrorisme et les changements climatiques



Président du Nigéria, Muhammadu Buhari, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

20 septembre - Le Président du Nigéria, Muhammadu Buhari, a affirmé mardi sa détermination à continuer de lutter contre la corruption dans son pays, contre le terrorisme en Afrique et contre les changements climatiques à l'échelle mondiale.

Dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, M. Buhari a mis un accent particulier sur la lutte contre la corruption, qui sévit de manière endémique au Nigéria depuis des décennies. « Lutter contre la corruption demeure un pilier de notre administration », a-t-il dit, se félicitant du fait que ces efforts « donnent des résultats positifs, notamment la récupération d'importantes richesses détournées ».

Ces fonds récupérés, a-t-il précisé, « sont réorientés vers le développement d'importantes infrastructures et vers la mise en œuvre de programmes d'inclusion sociale ».

Le Nigéria appelle les Etats membres de l'ONU qui n'ont pas encore signé la Convention des Nations Unies contre la corruption (UNCAC) à le faire, a poursuivi le Président nigérian.

Dans le même ordre d'idées, le Nigéria, a-t-il dit, demeure attaché à l'Initiative pour la promotion de la transparence dans les industries d'extraction (Extractive Industries Transparency Initiative, EITI), une coalition mondiale qui promeut la transparence et la responsabilité dans la gestion des revenus tirés des secteurs pétrolier, gazier et minier.

Estimant que le monde avait « fait un pas de géant » l'an dernier en concluant l'Accord de Paris sur le climat, M. Buhari a affirmé que son pays poursuivrait ses efforts pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

Il a également attiré l'attention sur l'une des conséquences des changements climatiques, l'assèchement du lac Tchad qui, a-t-il estimé, met en danger le mode d'existence de 30 millions d'habitants répartis entre le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad. Le coût d'opérations visant à réhabiliter le lac a été estimé à 14 milliards de dollars dans le cadre d'un plan de cinq ans qui, a-t-il dit, « devrait faire l'objet de l'attention du monde entier ».

Enfin, M. Buhari a affirmé que son pays a fait « des progrès remarquables » dans sa détermination à vaincre le groupe terroriste Boko Haram, dont la capacité à lancer des attaques organisées a été, selon lui, « fortement réduite ». Il s'est félicité de la contribution des voisins du Nigéria (Bénin, Cameroun, Niger et Tchad), « dont les efforts dans le cadre de la Force conjointe multinationale ont permis le retour à une situation normale dans des zones précédemment occupées par Boko Haram ».

L'Afrique du Sud plaide pour l'industrialisation de l'Afrique, clé du développement



Président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, s'exprimant lors du débat général de la 71ème session de l'Assemblée générale de l'ONU. Photo ONU/Manuel Elias

20 septembre - Lors d'un discours au débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, a plaidé mardi pour l'industrialisation du continent africain, estimant que c'était la clé du développement.

« Nous avons fait des progrès significatifs au cours des vingt dernières années pour inverser l'impact du sous-développement et de l'héritage du colonialisme et de l'apartheid en Afrique », s'est félicité M. Zuma. « Si le continent africain veut se développer plus vite, il faut qu'il surmonte certaines contraintes ».

Selon lui, l'Afrique et les Pays les moins avancés (PMA), qui ont été laissés de côté lors des précédents processus d'industrialisation, ne doivent pas être exclus de la 4ème ou de

la nouvelle révolution industrielle.

« L'industrialisation est la clé du développement et de la prospérité de l'Afrique. L'industrialisation de l'Afrique contribuera à l'éradication de la pauvreté, à la réduction des inégalités et du chômage, et contribuera aussi de manière positive à la croissance et à la prospérité mondiales », a déclaré le Président sud-africain.

« La mise en œuvre réussie des programmes de développement dépend de la disponibilité des ressources. Nous sommes donc très préoccupés par la perte de ressources du continent à travers les flux financiers illicites », a-t-il ajouté.

Selon lui, les flux financiers illicites privent les pays en développement des ressources économiques nécessaires pour dynamiser leurs économies afin de fournir des services de base, construire des infrastructures, fournir des soins de santé et un accès à une éducation et des services sociaux abordables et de qualité.

Ces flux financiers illicites sont estimés à environ 50 milliards de dollars par an, a précisé le Président sud-africain.

« Le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale, la corruption, et les prix de transfert par les multinationales font partie des plus gros obstacles à la croissance et à la stabilité économiques. Ils fragilisent l'intégrité du système financier mondial, l'efficacité de la collecte d'impôts et l'allocation équitable de ressources », a-t-il ajouté. « Si nous pouvons nous attaquer à ce fléau et le stopper, le continent aura toutes les ressources internes requises pour mettre en œuvre son propre programme de développement ».

L'ONU plaide pour un rôle accru des chefs religieux pour prévenir les atrocités



Des chefs religieux de différentes confessions. Photo ONU/Rick Bajornas

20 septembre - Le Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU sur la prévention du génocide, Adama Dieng, a plaidé mardi pour un rôle accru des chefs religieux pour prévenir les violences et les atrocités à travers le monde, à l'occasion d'une réunion consacrée à cette question en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Dans les sociétés fragiles, l'un des principaux déclencheurs de la violence est ce que nous appelons le 'discours de haine' », a souligné M. Dieng lors de cette réunion. « Ce genre de discours est un précurseur fréquent de la violence qui cible les communautés en fonction de leur identité religieuse ou ethnique ».

Des 'discours de haine' ont été observés dans des pays aussi divers que la République centrafricaine, l'Iraq, le Myanmar, « et récemment, dans de nombreux pays européens et ici aux États-Unis », a-t-il précisé.

Selon lui, l'impact de ce type de discours dépend de plusieurs facteurs, y compris l'influence de l'orateur sur son public. « Malheureusement, les orateurs sont parfois des chefs religieux. En même temps, il y a aussi de nombreux exemples de chefs religieux courageux qui ont dénoncé l'intolérance, rejeté les discours de haine et l'incitation à la violence, notamment en République centrafricaine, en Iraq, au Nigéria, en Ukraine, et dans beaucoup de sociétés occidentales », a-t-il souligné.

Le Conseiller spécial a estimé qu'il fallait faire davantage pour soutenir les chefs religieux qui s'expriment publiquement, souvent prenant des risques pour eux-mêmes. « Nous devons être davantage en contact avec les chefs religieux pour que leurs voix soient entendues, y compris les chefs religieux moins traditionnels, en particulier dans les situations où les sociétés sont divisées selon des lignes identitaires et où les tensions sont élevées », a-t-il ajouté.

M. Dieng a rappelé que son bureau avait organisé au cours des 18 derniers mois une série de réunions avec des chefs religieux du monde entier pour développer des stratégies permettant de prévenir des atrocités.

La première réunion a eu lieu à Fès, au Maroc, en avril 2015, et a donné lieu à une déclaration de principes et à un plan d'action. Des réunions régionales ont suivi pour enrichir ce plan d'action des contributions de toutes les régions du monde. Le Plan d'action de Fès devrait être lancé à la fin de cette année, a indiqué Adama Dieng.

Syrie : l'ONU suspend ses opérations après une attaque meurtrière contre un convoi humanitaire



Un convoi de l'ONU transportant de l'aide pour des familles dans l'est d'Alep coincé à la frontière entre la Turquie et la Syrie. Photo PAM Moyen-Orient

20 septembre - Plusieurs hauts responsables des Nations Unies, dont le Secrétaire général Ban Ki-moon, ont vivement dénoncé une attaque meurtrière contre un convoi humanitaire des Nations Unies et du Croissant-Rouge syrien à Urum al-Kubra (Big Orem), au nord-ouest de la ville d'Alep, en Syrie.

Dans un discours à l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies mardi à New York, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a vivement condamné l'attaque contre le convoi qu'il a qualifiée de « répugnante, sauvage et apparemment délibérée ».

« Les Nations Unies ont été obligées de suspendre les convois d'aide en raison de cet acte odieux. Les travailleurs humanitaires qui apportaient une assistance étaient des héros. Ceux qui les ont bombardés étaient des lâches », a-t-il ajouté.

Lundi soir, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, avait également condamné dans les termes les plus forts cette attaque.

« Je suis dégoûté et horrifié par les informations selon lesquelles un convoi des Nations Unies et du Croissant-Rouge syrien a été frappé (lundi) soir à Urum al-Kubra », a déclaré M. O'Brien dans une déclaration de presse. « Nos pensées vont aux familles des êtres chers perdus et notre solidarité est avec les blessés ».

Selon les informations reçues du terrain, de nombreuses personnes ont été tuées ou gravement blessées, y compris des bénévoles du Croissant-Rouge syrien. Un entrepôt du Croissant-Rouge syrien a également été touché et une clinique médicale de cette organisation aurait également été gravement endommagée.

« La notification du convoi - qui devait atteindre environ 78.000 personnes - avait été transmise à toutes les parties au conflit et le convoi était clairement identifié comme humanitaire », a précisé M. O'Brien. « Il ne peut y avoir aucune explication ou excuse, aucune raison ou justification de faire la guerre à des travailleurs humanitaires courageux et désintéressés essayant d'atteindre leurs concitoyens qui ont désespérément besoin d'aide ».

Stephen O'Brien a rappelé que le droit international humanitaire et le droit relatif aux droits de l'homme énoncent clairement les responsabilités fondamentales des parties belligérantes pour assurer la protection nécessaire de toutes les organisations humanitaires, y compris le personnel et les installations.

« Si cette attaque impitoyable a visé délibérément des humanitaires, cela constituerait un crime de guerre », a souligné M. O'Brien qui a demandé une enquête immédiate, impartiale et indépendante sur cette attaque meurtrière. « Les auteurs doivent savoir qu'ils devront un jour rendre des comptes pour les violations du droit international humanitaire et des droits humains ».

Le chef de l'humanitaire de l'ONU a réitéré sa demande pour un accès rapide, sans condition, sans entrave et durable aux millions de personnes dans le besoin, en particulier dans les zones assiégées et difficiles à atteindre à travers la Syrie.

« Malgré les conditions très difficiles et dangereuses, les organisations d'aide humanitaire restent déterminées à poursuivre leur travail et à atteindre tous ceux qui en ont besoin, peu importe qui ils sont et où ils vivent », a rappelé M. O'Brien. « Maintenant, plus que jamais, cette horreur doit cesser ».

La Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Ertharin Cousin, s'est également déclarée mardi « horrifiée » par l'attaque contre le convoi et l'entrepôt.

Cette attaque « ne découragera pas le PAM de continuer à apporter son assistance à toutes les personnes dans le besoin à travers le pays », a dit Mme Cousin dans un communiqué de presse. « Je demande instamment à toutes les parties prenantes à ce conflit à respecter le droit international et nos principes humanitaires communs et à fournir un accès inconditionnel, sans entrave, durable et sûr à des millions de civils dans le besoin à travers la Syrie, peu importe où ils sont ou qui ils sont ».

La Commission internationale d'enquête indépendante sur la Syrie a aussi dénoncé l'attaque contre le convoi humanitaire.

« Ceci est un coup particulièrement cruel porté à la population de la Syrie à un moment où la priorité devait être l'amélioration de la situation humanitaire des civils assiégés », a déclaré le président de la Commission, Paulo Pinheiro. « Les travailleurs humanitaires ne sont pas parties prenantes à ce conflit et ils ne devraient jamais être ciblés ou leur assistance politisée ».

L'ONU célèbre le premier anniversaire de l'adoption des Objectifs de développement durable



17 Objectifs de développement durable (ODD) visent à éradiquer la pauvreté et façonner un avenir durable pour la planète.

20 septembre - L'Organisation des Nations Unies a célébré mardi le premier anniversaire de l'adoption par les Etats membres du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui comporte 17 Objectifs (ODD) visant à éradiquer la pauvreté et façonner un avenir durable pour la planète.

« Cela a été une année bien remplie. La mise en œuvre est en bonne voie. Les Objectifs de développement durable suscitent une mobilisation mondiale. Plus de 50 gouvernements mettent déjà les ODD au cœur de leurs programmes de développement », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un discours lors de cette cérémonie.

« Les dirigeants du G20 ont aligné leur programme de travail avec le Programme 2030. Et, dans le monde entier, des gouvernements, des agences et la société civile sont en train de construire des partenariats pour un avenir durable », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a rappelé que l'Accord de Paris sur le changement climatique, qui a été adopté en décembre 2015 par les Etats membres des Nations Unies, « complète et renforce le Programme de développement durable ».

« Pour atteindre nos objectifs, nous avons tous besoin de donner suite à cet engagement révolutionnaire envers un avenir

meilleur. Nous devons tous agir et nous devons tous être responsables », a souligné Ban Ki-moon. « Nous sommes tous parties prenantes dans une entreprise collective pour éradiquer la pauvreté, construire un monde durable et ne laisser personne de côté. L'avenir de tout le monde est en jeu ».

Le chef de l'ONU a précisé qu'à la fin de l'année prochaine, l'Organisation vise au recrutement de 1 million d'agents de cette révolution qui seront chargés de mobiliser la population mondiale. « À cette fin, nous travaillons avec les gouvernements, la société civile et des acteurs majeurs dans la publicité et les médias. Nous avons besoin de construire une plate-forme collaborative », a-t-il dit.

« Quinze ans, cela peut paraître long, mais cela peut passer très vite. Nous n'avons pas de temps à perdre », a conclu le chef de l'ONU.

Les 17 ODD ont été conçus pour parachever d'ici à 2030 les efforts entamés dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ces derniers avaient été lancés en 2000 en vue notamment d'éradiquer l'extrême pauvreté dans le monde d'ici 2015.

Les 17 ODD et leurs 169 cibles ont une portée plus large que les 8 OMD et leurs 21 cibles. Là où ces derniers étaient centrés principalement sur des thématiques sociales, les ODD couvrent l'ensemble des dimensions du développement durable, à savoir la croissance économique, l'intégration sociale et la protection de l'environnement. Du point de vue géographique, les OMD ciblaient essentiellement les pays en développement, en particulier les plus pauvres, alors que les ODD sont applicables aussi bien aux pays riches qu'aux pays pauvres.

Violences en RDC : l'ONU demande une enquête crédible et impartiale sur les violations de droits de l'homme



porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Rupert Colville. Photo: HCDH

20 septembre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exprimé mardi sa profonde inquiétude suite à des violences en République démocratique du Congo (RDC).

De violents affrontements entre manifestants et forces de police ont eu lieu lundi à Kinshasa, la capitale de la RDC. Selon les chiffres du gouvernement, 17 personnes, dont trois policiers, ont été tués et un nombre inconnu de personnes ont été blessées. D'autres sources signalent des chiffres beaucoup plus élevés, qui sont encore en cours de vérification. Près de 200 personnes auraient été arrêtées.

« Nous avons reçu des informations faisant état d'un usage excessif de la force par certains éléments des forces de sécurité ainsi que informations selon lesquelles certains manifestants ont eu recours à la violence », a déclaré le porte-parole du Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Rupert Colville, lors d'un point presse à Genève. « Nous appelons toutes les parties à faire preuve de retenue et exhortons les autorités à veiller à ce que les normes nationales et internationales existantes sur l'utilisation appropriée de la force soient pleinement respectées par tout le personnel de sécurité ».

La violence a continué dans la nuit de lundi à mardi et le siège de cinq partis politiques d'opposition ont été attaqués et mis à feu. « Selon notre équipe sur le terrain, au moins deux autres personnes ont perdu la vie et trois autres ont été blessées », a indiqué M. Colville. « Nous venons d'apprendre que des émeutes ont éclaté ce matin et que des coups de feu ont été entendus ».

Le HCDH a réclamé « une enquête crédible et impartiale » afin que les responsables de violations des droits de l'homme et d'actes criminels soient traduits en justice.

« Nous sommes prêts à soutenir une telle enquête », a dit M. Colville, soulignant que ces violences mettent en évidence le besoin urgent d'un dialogue constructif et inclusif sur le processus électoral. « Nous continueront de suivre et documenter de près la situation », a-t-il conclu.

Burundi : une enquête de l'ONU réclame une action forte au vu des violations graves, généralisées et systémiques



Des réfugiés burundais dans un camp à Lucenda, en République démocratique du Congo.
Photo PAM/Leonora Baumann

20 septembre - Le rapport final de l'Enquête indépendante des Nations Unies sur le Burundi (EINUB) publié mardi décrit d'abondantes preuves de violations graves des droits de l'homme par le gouvernement et des personnes qui lui sont associées, violations qui pourraient constituer des crimes contre l'humanité.

Au vu de leurs enquêtes qui « suggèrent des schémas de violations généralisées et systémiques », de l'histoire de violence inter-ethnique et d'impunité du pays et du danger d'une spirale de violence à grande échelle, les experts ont exhorté le gouvernement du Burundi, l'Union africaine, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le Conseil de sécurité et d'autres acteurs internationaux à prendre une série de mesures robustes afin de préserver les réalisations obtenues dans le cadre des Accords d'Arusha et de la Constitution de 2005, qui ont conduit à la plus longue période de paix que le Burundi ait connue depuis son indépendance.

Parmi celles-ci figurent la mise en place immédiate d'une commission d'enquête internationale, l'implication d'autres procédures judiciaires indépendantes internationales, le réexamen de l'appartenance du Burundi au Conseil des droits de l'homme et l'invocation possible du Chapitre VII de la Charte des Nations, si les violations continuent et si le gouvernement continue à ne pas se conformer à la résolution du Conseil de sécurité du 29 juillet 2016 autorisant le déploiement d'une force de police de l'ONU.

Les schémas de violations suggérant de manière claire qu'elles sont délibérées et le fruit de décisions conscientes, il est du pouvoir du gouvernement de les arrêter, ont dit les experts. Tout en notant le « déni général » par le gouvernement burundais de presque toutes les violations des droits de l'homme présumées et la difficulté de quantifier avec exactitude l'ensemble des violations qui ont été commises et pourraient continuer à être commises dans un « contexte aussi fermé et répressif que celui du Burundi », l'enquête a documenté des centaines de cas d'exécutions sommaires, d'assassinats ciblés, de détention arbitraire, de torture et de violence sexuelle.

Des exécutions ont été commises à grande échelle par les forces de sécurité, souvent avec le soutien du mouvement de jeunes du parti au pouvoir, connu sous le nom d'Imbonerakure, indique le rapport, qui ajoute que la majorité des victimes étaient opposées, ou perçues comme étant opposées au troisième mandat du Président Nkurunziza. Le rapport fait référence au témoignage d'un ancien officier supérieur des Forces de défense nationale, qui a confirmé l'existence de plusieurs listes de personnes devant être éliminées par les forces de sécurité, et note que de nombreuses sources évoquent l'existence de fosses communes.

Les disparitions forcées sont une autre caractéristique de la crise, indique le rapport, avec des informations de témoins, dont des noms, concernant l'existence d'un groupe de douze membres haut placés du gouvernement et agents du Service national de renseignements (SNR), de la police et de l'armée qui « seraient responsables de nombreux cas de disparitions forcées, et qui relèveraient directement du cercle intérieur de l'exécutif. »

Les membres de la société civile, en particulier les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes, ont été les principales cibles de la répression systématique par les autorités, mais il n'y a pas non plus de place pour les opinions divergentes au sein du cercle gouvernemental ou du parti au pouvoir, indique le rapport, qui ajoute qu'« il y a des signes inquiétants du développement d'un culte de la personnalité autour du président. »

L'EINUB a interviewé des témoins et des victimes qui ont identifié l'emplacement de nombreux lieux de détention non officiels, y compris dans des propriétés appartenant à des hauts responsables du gouvernement, dans des locaux secrets du SNR, à la permanence du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, à Ngagara, et dans de nombreux autres lieux, y compris deux bars et dans un bâtiment d'une entreprise de production et de distribution d'eau.

Le [rapport](#) documente aussi le recours généralisé à la torture et aux mauvais traitements. Des éléments du SNR, de la police, des Imbonerakure et, dans une moindre mesure, de l'armée, sont « identifiés comme les auteurs, et certaines personnes, y compris de hauts responsables de l'appareil de sécurité, ont été citées à plusieurs reprises », précise-t-il. Le rapport détaille 17 formes de torture et mauvais traitements qui ont été décrites aux enquêteurs de l'ONU, y compris la fixation de poids aux testicules de la victime, le broyage des doigts et des orteils avec une pince, des brûlures progressives au chalumeau ou être forcé à s'asseoir sur de l'acide, du verre brisé ou des clous.

L'équipe d'enquêteurs onusiens a aussi identifié un schéma de violence sexuelle et basée sur le genre, y compris via de nombreux rapports faisant état de violence sexuelle contre des filles et des femmes qui tentaient de fuir le pays. D'autres victimes auraient été prises pour cible car elles avaient « des liens avec des hommes qui se sont opposés au troisième mandat, ou perçus comme des dissidents politiques ». L'équipe a aussi documenté des cas de mutilations sexuelles extrêmes et des allégations de violence sexuelle contre des hommes, en particulier en détention.

« Tout semblant d'opposition au gouvernement est traité impitoyablement et apparemment sans peur d'avoir à rendre des comptes », indique le rapport, tout en notant que « les mécanismes de reddition des comptes sont excessivement faibles et l'impunité est endémique ». Trois commissions nationales d'enquête sur les atteintes aux droits de l'homme mises sur place par les autorités n'ont abouti à rien.

« L'EINUB regrette que la pratique de mettre en place des commissions d'enquête semble être un moyen pour les autorités burundaises d'éviter que les agents de l'État auteurs de violations graves des droits de l'homme ne rendent des comptes », déclare le rapport. La crise actuelle « a renforcé la domination systématique et institutionnelle préexistante du pouvoir exécutif sur le pouvoir judiciaire ».

« Au vu de l'inefficacité des institutions de reddition des comptes mises en place par le gouvernement, des procédures judiciaires internationales indépendantes devraient déterminer si des crimes internationaux ont été commis », indique le rapport.

« Nous sommes gravement préoccupés par la tendance générale à l'utilisation d'une rhétorique de division ethnique par le gouvernement, et par d'autres, qui pourrait entraîner la situation dans une spirale incontrôlable, y compris au-delà des frontières du Burundi », ont dit les experts. Le rapport met aussi en exergue le déplacement en masse de près de 400 000 personnes devenues des réfugiés et des personnes déplacées internes, et l'impact dévastateur de la crise sur le système économique et social du pays.

Exprimant « leur crainte concernant la menace potentielle à la paix et à la sécurité dans la région des Grands Lacs », les experts indépendants ont demandé « aux Nations Unies, en particulier au Conseil de sécurité, de s'acquitter efficacement de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité et... de protéger les populations civiles des menaces de violence physique, sous le chapitre VII de la Charte des Nations Unies. »

Ils ont aussi recommandé que le Conseil des droits de l'homme considère « si le Burundi peut rester membre du Conseil » si la situation prévalant dans le pays ne change pas drastiquement et que les violations qui ont été commises ne sont pas traitées d'une manière appropriée.

Le rapport complet sera présenté par les experts de l'Enquête indépendante des Nations Unies sur le Burundi devant le Conseil des droits de l'homme le mardi 27 septembre 2016.

Les trois experts indépendants nommés pour mener cette enquête sont Christof Heyns, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (Président); Maya Sahli-Fadel, le Rapporteur spécial de l'Union africaine sur les réfugiés, les demandeurs d'asile, les migrants et les personnes déplacées; et Pablo de Greiff, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion de la vérité, la justice, la réparation et des garanties de non-répétition.

Objectifs de développement durable : l'ONU choisit 17 jeunes leaders pour mobiliser la jeunesse



17 jeunes leaders choisis pour mobiliser la jeunesse dans la mise en oeuvre des Objectifs de développement durable. Photo ONU

20 septembre - L'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse, Ahmad Alhendawi, a dévoilé lundi les noms de 17 jeunes leaders qui ont été choisis pour leur contribution à la réalisation des 17 objectifs de développement durable (ODD), qui visent à mettre fin à la pauvreté et à lutter contre les inégalités, l'injustice, et le changement climatique dans les 15 prochaines années.

« Nous sommes fiers d'annoncer ce groupe de jeunes citoyens du monde qui sont en train de transformer leurs communautés », a déclaré M. Alhendawi, au Sommet sur le bien social (Social Good Summit) à New York.

« Le processus de sélection a montré le potentiel et le talent de nombreux jeunes gens à travers le monde, qui contribuent à la paix, au développement et à la réalisation des Objectifs de développement durable », a-t-il ajouté.

L'initiative du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse est destinée à accroître les efforts de l'ONU pour mobiliser les jeunes dans la mise en œuvre des ODD.

« Aujourd'hui, je suis heureux d'accueillir la classe inaugurale de jeunes leaders pour les Objectifs de développement durable », a dit le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans une déclaration lue par M. Alhendawi.

« Ces 17 jeunes acteurs du changement sont un témoignage de l'ingéniosité des jeunes et je les félicite pour leur leadership exceptionnel et leur engagement envers les Objectifs de développement durable », a-t-il ajouté.

Choisis parmi plus de 18.000 candidats, de 186 pays différents, et âgés de 19 à 30 ans, ces jeunes leaders viennent de divers milieux et soutiendront les efforts pour mobiliser les jeunes dans la réalisation des ODD.

Ces 17 jeunes leaders sont : Trisha Shetty (Inde); Anthony Ford-Shubrook (Royaume-Uni); Rita Kimani (Kenya); Rainier Mallo (République dominicaine); Edda Hamar (Islande/Australie); Vincent Loka (Indonésie); Samar Samir Mezghanni (Tunisie/Iraq); Lutfi Fadil Lokman (Malaisie); Carolina Medina (Colombie); Jake Horowitz (États-Unis); Shougat Nazbin Khan (Bangladesh); Samuel Malinga (Ouganda); Safaath Ahmed Zahir (la République des Maldives); Ankit Kawatra (Inde); Nikki Fraser (Canada); Karan Jerath (États-Unis); and Tere Gonzalez Garcia (Mexique).

L'agence ONU-Femmes plaide pour l'égalité des sexes dans les universités



L'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU-Femmes, Emma Watson, lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU. Photo ONU/Laura Jarriel

20 septembre - L'agence onusienne ONU-Femmes a plaidé pour l'égalité des sexes dans les universités, à l'occasion de la présentation mardi d'un nouveau rapport sur son initiative « HeForShe IMPACT 10x10x10 » en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

La présentation de ce rapport marque le premier anniversaire de cette initiative lancée en 2015, qui vise à encourager les responsables politiques, les universitaires et les chefs d'entreprise à s'engager dans le cadre de la campagne HeForShe pour une mise en œuvre réelle de l'égalité femmes-hommes dans les conseils d'administration, les salles de classe et les capitales mondiales.

Le rapport présente les promesses et les progrès réalisés par 10 universités qui participent à cette initiative. Ces universités sont : l'Université de Georgetown (États-Unis), l'Université de Hong Kong (Chine), Université de Leicester (Royaume-Uni), l'Université de Nagoya (Japon), l'Université d'Oxford (Royaume-Uni), l'Université de São Paulo (Brésil), Institut d'études

politiques de Paris (France), Université de Stony Brook (Etats-Unis), l'Université de Waterloo (Canada) et l'Université de Witwatersrand (Afrique du Sud).

Le rapport aborde trois déséquilibres auxquels les universités peuvent remédier : le ratio hommes/femmes parmi les enseignants et les postes administratifs élevés, les domaines d'études choisis par les jeunes femmes comparés à ceux choisis par les jeunes hommes; et le nombre d'étudiantes dans les universités par rapport à leur égalité d'accès aux postes d'enseignants universitaires et aux filières professionnelles ».

« Chaque génération d'étudiants universitaires issue de ces années formatrices est une nouvelle chance pour que le monde fasse des progrès », a déclaré la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, lors d'une conférence de presse.

Selon l'agence onusienne, avec plus de la moitié de la population mondiale âgée de moins de 30 ans et un nombre croissant de diplômés universitaires, les universités ont une occasion sans précédent de changer les choses.

Les dix universités impliquées se sont engagées à combler l'écart entre les sexes dans l'administration et chez les enseignants, à créer des centres d'excellence en matière d'égalité entre les sexes et à mettre fin à la violence sur les campus.

« Le développement durable est impossible et la paix ne sera pas durable sans une autonomisation de chaque jeune fille et de chaque jeune femme », a dit la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova.

L'actrice britannique et Ambassadrice de bonne volonté d'ONU-Femmes, Emma Watson, qui a participé au lancement de la campagne HeForShe en 2014, était présente mardi au moment de la présentation du rapport. « Une bonne université est comme une petite utopie, c'est un modèle miniature de ce à quoi la société pourrait ressembler. Tous nos champions d'IMPACT ont choisi de faire de l'égalité des sexes un élément central de la façon dont ils éduquent leurs élèves ».

Ban Ki-moon appelle à faire plus pour la réinstallation des réfugiés



Des réfugiés dans le camp de Kara Tepe sur l'île grecque de Lesbos. Photo ONU/Rick Bajornas

20 septembre - Au Sommet des dirigeants sur les réfugiés organisé par les Etats-Unis en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exhorté mardi la communauté internationale à faire davantage pour l'accueil et la réinstallation des réfugiés.

Ce sommet était organisé au lendemain du Sommet des Nations Unies sur les réfugiés et les migrants, au cours duquel les Etats membres se sont engagés dans la 'Déclaration de New York' à protéger les droits des réfugiés et des migrants, à sauver des vies et à partager la responsabilité du soutien et de l'accueil de ces réfugiés et migrants.

« La réinstallation et d'autres formes d'admission sont des outils essentiels pour la protection des réfugiés. Près de 1,2 million de réfugiés les plus vulnérables ont besoin d'être réinstallés », a souligné mardi M. Ban qui a rappelé que l'année dernière, seulement un peu plus de 100.000 d'entre eux ont été réinstallés dans moins d'une vingtaine de pays.

« Davantage de pays doivent ouvrir des programmes de réinstallation. Nous devons aussi accroître le budget de financement humanitaire », a-t-il ajouté.

Le Président des Etats-Unis, Barack Obama, a annoncé une augmentation de l'aide financière américaine aux agences des Nations Unies et aux organisations humanitaires venant en aide aux réfugiés. Il a aussi promis que les Etats-Unis accueilleraient 40% de réfugiés en plus sur les deux prochaines années.

« Le Sommet de l'Assemblée générale des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants a reconnu l'impératif d'une action collective pour partager plus équitablement les responsabilités », a rappelé M. Ban. « J'espère que le sommet d'hier et ce

sommet vont renforcer notre effort commun pour traiter cette question très importante et grave », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a tenu à rappeler que les pays d'accueils sont soumis à d'énormes contraintes. « 90% des réfugiés dans le monde sont accueillis dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Or, seulement huit pays accueillent plus de la moitié des réfugiés dans le cadre de la protection apportée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) », a-t-il précisé.

Le chef de l'ONU a rappelé que la communauté internationale prévoit d'adopter un pacte mondial sur les réfugiés dans le monde afin d'optimiser une réponse globale. « Un pays seul, si puissant et plein de ressources puisse-t-il être, ne peut tout gérer seul. Les Nations Unies ne peuvent pas tout gérer seules », a-t-il souligné. « Nous avons besoin de solidarité, nous avons besoin d'unité dans la lutte contre ce problème ».